

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 27 octobre au 31 octobre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ Régional: Le GAFI maintient le Kenya et le Soudan du Sud sous liste grise
- ❖ Madagascar : Formation d'un nouveau gouvernement composé de 29 ministres, dont 10 femmes
- ❖ Maurice : Le pays accueillera le siège de la future agence africaine de notation de crédit

LE CHIFFRE A RETENIR

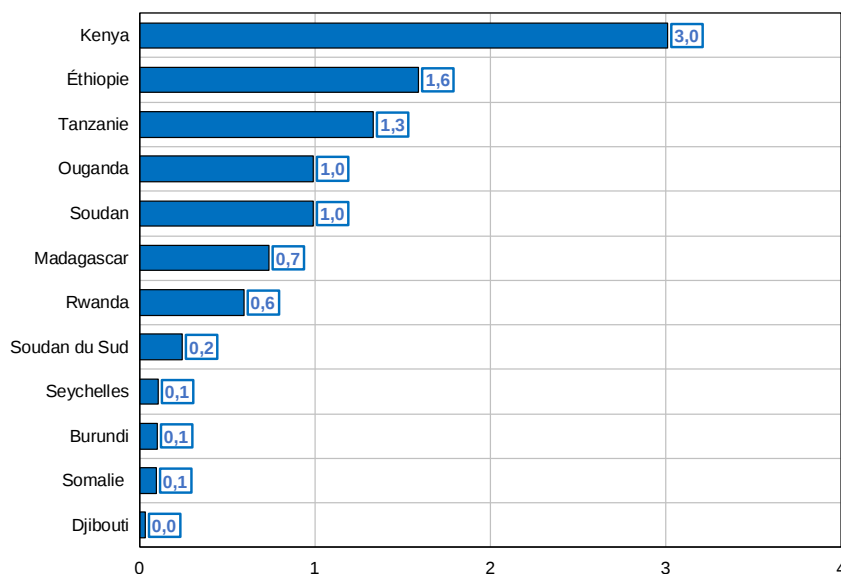
+14,5 %

RWANDA : HAUSSE DE L'EMPLOI DANS LE
SECTEUR MINIER EN AOUT 2025 SUR UN AN

Le graphique de la semaine

AEOI : encours total des crédits du FMI

- au 27 octobre 2025, en Md DTS -



Les DTS constituent les actifs de réserve international créés par le FMI, dont la valeur repose sur un panier de cinq devises (dollar américain, euro, yuan, yen et livre sterling). Les DTS ne sont pas une monnaie mais peuvent être échangés entre pays membres du FMI pour obtenir des devises librement utilisables. Au 27 octobre, 1 DTS représentait 1,43 USD.

L'encours total des crédits accordés dans le monde par le FMI s'élève à 118,6 Md DTS (Droits de tirages spéciaux), dont 41,8 Md DTS uniquement pour l'Argentine. Dans la région AEOI, l'encours du FMI représente 9,3 Md DTS (13,3 Md USD), soit 8,3 % du total des crédits accordés par le FMI dans le monde. Le Kenya est, de loin, le pays de la région avec l'encours le plus élevé (3,0 Md DTS – soit 4,3 Md USD), devant l'Éthiopie, la Tanzanie, l'Ouganda et le Soudan. Actuellement, sept pays de la région sont sous programme FMI : les Comores, l'Éthiopie, Madagascar, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie et la Tanzanie.

REGIONAL

NVIDIA investit dans Cassava pour stimuler l'IA en Afrique

Cassava Technologies, groupe panafricain d'infrastructures numériques a fait état d'un apport en capitaux (dont la valeur reste confidentielle) et en technologies du fabricant mondial de puces NVIDIA. Cette opération a vocation à soutenir le déploiement de ses processeurs graphiques (GPU) et outils logiciels dans les centres de données africains de Cassava. Cette intégration permettra aux entreprises, gouvernements et chercheurs d'entraîner des modèles d'IA localement tout en conservant les données sur le Continent. Le partenariat vise à combler le déficit de capacité de calcul en Afrique, où l'accès à une infrastructure GPU performante demeure limité. Cassava et NVIDIA prévoient de créer des « usines d'IA » au Kenya, au Nigeria, en Égypte, en Afrique du Sud et au Maroc, déployant des dizaines de milliers de GPU dans les prochaines années.

Le GAFI maintient le Kenya et le Soudan du Sud sous évaluation

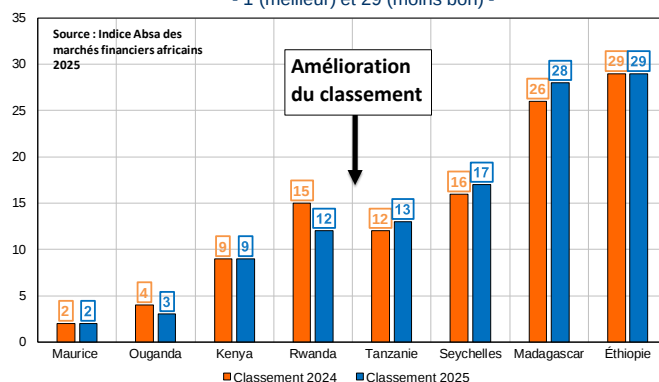
Dans son examen par les pairs du 24 octobre, le Groupe d'action financière (GAFI) a indiqué que le Kenya restait sous-évaluation à la suite de son examen de juin 2025. Le GAFI a toutefois reconnu les progrès réalisés par le Kenya depuis son entrée sur liste grise, en février 2024, tout en exhortant le pays à poursuivre la mise en œuvre de son plan d'action. Le GAFI a notamment cité la supervision des secteurs financiers et non financiers, par la réglementation des prestataires de crypto-actifs, l'amélioration de la transparence sur la propriété effective et en consolidant le renseignement financier et les poursuites.

Le Soudan du Sud demeure également sous-évaluation. Malgré certaines avancées dans le renforcement de son dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le GAFI a appelé Djouba à accélérer ses réformes. Le GAFI a notamment demandé de rendre pleinement opérationnelle son unité indépendante de renseignement financier, appliquer les sanctions financières ciblées conformément aux résolutions des Nations unies et renforcer la surveillance des ONG exposées aux risques de financement du terrorisme.

La région AEOI affiche des progrès inégaux selon l'indice Absa 2025

L'indice Absa évalue le développement des marchés financiers sur 29 pays, avec le soutien de la Commission économique de Nations-Unies pour l'Afrique. L'indice se base sur six piliers : la profondeur de marché, l'accès aux devises, la transparence du marché et l'environnement réglementaire et fiscal, le développement de fonds de pension, l'environnement macroéconomique et la transparence, ainsi que les normes juridiques et l'applicabilité. Dans la région AEOI, l'indice illustre des développements et progrès inégaux des marchés financiers. En 2025, l'indice place Maurice à la 2^e place continentale (stable par rapport à 2024), devant l'Ouganda, 3^e, consolidant leur avance grâce au renforcement des cadres ESG et de supervision. Le Kenya maintient sa 9^e position après avoir signé le protocole renforcé de l'Organisation internationale des commissions de valeurs, illustrant un alignement réglementaire mais une profondeur de marché encore limitée. Le Rwanda progresse nettement (à la 12^e place), porté par la signature de nouveaux traités fiscaux, tandis que la Tanzanie (13^e) bénéficie de l'émission de son premier sukuk souverain. À l'autre extrémité du classement, l'Éthiopie (29^e, stable) ferme la marche continentale, malgré l'introduction de mesures de transparence financière.

AEOI : classement sur l'indice Absa des marchés financiers
- 1 (meilleur) et 29 (moins bon) -



DP World lance une nouvelle ligne maritime entre les Émirats arabes unis et Berbera

À la mi-octobre, Unifeeder Group, filiale du groupe DP World, a inauguré un service maritime entre le port de Jebel Ali (Émirats arabes unis) et celui de Berbera (Somaliland). La ligne sera exploitée tous les neuf jours, avec escales à Aden et Djibouti.

Avancée pour la création d'une autorité du corridor régional DESSU

La réunion du Comité technique et ministériel pour la création de l'Autorité de gestion du corridor Djibouti – Éthiopie – Soudan du Sud – Ouganda (DESSU) s'est tenue les 21 et 22 octobre 2025 à Djibouti. Cette rencontre marque une avancée majeure dans la concrétisation d'un projet d'intégration régionale d'envergure, qui fait suite au protocole d'accord signé en février dernier. Les échanges ont permis d'aboutir à un consensus sur le projet d'accord final encadrant la création et le fonctionnement de la future Autorité de gestion du corridor.

BURUNDI

Le FAD débloque 8,6 M USD pour l'eau et le climat

Le Fonds africain de développement (FAD), à travers sa fenêtre d'action climatique, a approuvé le 27 octobre un financement additionnel de 8,6 M USD au Burundi. Celui-ci vise à soutenir la mise en œuvre de la première phase du Programme d'appui au secteur de l'eau et au renforcement de la résilience climatique (PASEREC). Ce financement s'ajoute aux 13,3 M USD approuvés en 2023, et permettra de prolonger le programme d'une année supplémentaire, jusqu'en 2029. Le PASEREC vise à garantir l'accès à une eau potable sûre et fiable pour 500 000 personnes dans cinq provinces rurales, tout en améliorant l'assainissement et en créant de nouveaux emplois verts. Il financera la construction de 17 systèmes d'eau alimentés à l'énergie solaire, d'infrastructures sanitaires écologiques et de systèmes d'irrigation pour renforcer la production alimentaire et les revenus des ménages. Le programme est cofinancé par le Centre mondial pour l'adaptation et le gouvernement du Burundi.

COMORES

Le projet de rénovation des ports est lancé

La cérémonie de lancement du « Projet d'aménagement d'un corridor maritime et de facilitation du commerce régional » s'est tenue le 27 octobre à Moroni, en présence notamment du président de la République. Le financement, de la Banque africaine de développement, se compose

d'un don de 135 M USD du Fonds africain de développement et d'un don de 2 M USD provenant du Fonds d'appui à la transition. D'autres bailleurs, à savoir la Banque européenne d'investissement et l'Union européenne, la Banque mondiale, l'Agence française de développement et la Banque islamique de développement, se joindront au projet par un apport complémentaire cumulé de plus de 110 M USD. Ce projet a pour objectif la modernisation des infrastructures portuaires du pays, contribuant ainsi au développement économique, au renforcement des échanges commerciaux et à la connectivité régionale.

DJIBOUTI

Une société saoudienne obtient la concession du port de Tadjourah

Le 24 octobre, à Djeddah, la société saoudienne RedSea Gateway Terminal (RSGT) a signé avec l'Autorité des Ports et des Zones Franches de Djibouti (APZF) un accord-cadre de concession pour l'exploitation du port de Tadjourah sur une durée de 30 ans. L'opérateur prévoit de moderniser et diversifier ce port inauguré en 2017, aujourd'hui principalement minéralier-vraquier, afin d'en faire un port polyvalent capable d'accueillir divers types de marchandises (engrais, céréales, acier, conteneurs). Le projet prévoit également la création d'une zone franche attenante et ambitionne d'accroître les volumes de marchandises transitant par le port, dont la capacité actuelle est de 5 millions de tonnes / an, avec un potentiel d'extension à terme. Cette concession fait suite à un protocole d'entente signé en mars 2025 entre Djibouti et l'Arabie saoudite dans le but de renforcer leur coopération maritime et de promouvoir l'intégration économique régionale autour de la mer Rouge.

ÉTHIOPIE

Ethiopian Airlines prévoit d'investir dans la production locale de carburant durable

Ethiopian Airlines prévoit de remplacer 5 % de son carburant par du carburant d'aviation durable (SAF, *Sustainable Aviation Fuel*) produit localement. Ce projet est mené en partenariat avec l'*Ethiopian Minerals Corporation* et *Sunbird Bioenergy Africa*, un développeur d'énergies renouvelables basé à Londres. Il prévoit la construction d'une bioraffinerie d'un coût estimé de 200 M USD, capable de produire chaque

année 40 millions de litres de SAF et 60 millions de litres de bioéthanol, à partir de manioc et de mélasse issue des usines sucrières. L'initiative pourrait créer près de 10 000 emplois. Toutefois, le financement du projet reste à ce stade incertain. De plus, la production à grande échelle reste freinée par le coût élevé du SAF, deux à trois fois supérieur au kérosène classique. En 2024, Ethiopian Airlines avait signé un protocole d'accord avec Satarem pour la production locale de SAF, un projet qui n'a toutefois pas encore abouti.

KENYA

La BAI lance un appel d'offres pour la faisabilité de la route Mau Summit-Malaba

Le Kenya a rejoint la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) en septembre 2024. [La banque a lancé un appel d'offres](#), mi-octobre, pour réaliser une étude de pré-faisabilité sur la modernisation de la route Mau Summit – Malaba (243 km) à quatre voies avec un péage et un accès contrôlé. Le consultant examinera le cadre juridique des partenariats public-privé (PPP), proposera des options de réalisation, dressera un plan technique et comparera des itinéraires alternatifs pour identifier la solution la plus économiquement viable. L'étude couvrira aussi la répartition des risques, les tests de rentabilité, les consultations du marché et une feuille de route vers la faisabilité complète. L'amélioration, partie du *Northern Corridor* et du *Trans-African Highway Network*, complèterait le tronçon Nairobi-Mau Summit. Le projet routier entre Mau Summit et Malaba constitue le premier engagement de l'AIIB au Kenya.

Projet de loi sur la création d'un fonds souverain national

Le ministère des Finances a publié [le projet de loi sur le Fonds souverain du Kenya](#), visant à créer un fonds destiné à gérer et investir des revenus futurs issus des minerais, du pétrole et d'autres sources désignées. Le Fonds du Kenya soutiendrait la stabilité économique, le financement d'infrastructures stratégiques et l'épargne pour les générations futures à travers trois composantes : un Fonds de stabilisation, un Fonds d'investissement stratégique dans les infrastructures et un Fonds des générations futures (*Urithi*).

Family Bank approuve sa cotation à la Bourse de Nairobi

Les actionnaires de Family Bank — parmi lesquels la Kenya Tea Development Agency Holding Ltd (16,3 %), Daykio Plantations Ltd (12,1 %), ainsi que plusieurs investisseurs individuels et membres fondateurs — ont approuvé le projet de la banque de s'introduire en bourse sur le Nairobi Securities Exchange (NSE) en 2026, par le biais d'une cotation par introduction. Cette opération permettra à ses 1,3 Md d'actions existantes d'être négociées publiquement sans émission de nouvelles actions, offrant ainsi de la liquidité aux actionnaires tout en évitant la dilution immédiate de leurs participations. La banque soumettra prochainement les demandes réglementaires auprès de la Capital Markets Authority et de la Banque centrale du Kenya. Cette décision s'inscrit dans un contexte de bonne performance financière : Family Bank a enregistré un bénéfice net en hausse d'environ +40 % sur un an. La cotation prévue, aux côtés de celle de Kenya Pipeline Company (KPC) d'ici mars 2026, mettrait fin à une décennie sans introduction en bourse à la NSE, la dernière remontant à 2015 avec la Fahari I-REIT de Stanlib.

Nouvelle loi sur les privatisations

Le président William Ruto a promulgué, le 15 octobre, une [loi sur la privatisation](#), remplaçant la loi de 2005 et établissant un nouveau cadre pour la cession des entreprises publiques. La loi confie le plein contrôle du processus de privatisation au ministre des Finances (National Treasury) et remplace la Commission de privatisation par une Autorité de privatisation, placée sous la supervision du Parlement et du Cabinet. Cette autorité sera chargée d'identifier, d'évaluer et d'exécuter les cessions, tout en disposant de la personnalité juridique lui permettant de posséder des biens, de poursuivre en justice et de conclure des contrats. La première opération majeure sous ce nouveau cadre concernera la Kenya Pipeline Company. Le ministre des Finances devra élaborer un programme de privatisation pluriannuel, précisant les entités à céder, les justifications, les recettes attendues et les bénéfices économiques. Les privatisations se feront par introduction en bourse, appel d'offres public, droits préférentiels ou autres méthodes approuvées par le Cabinet, avec évaluation indépendante et versement des recettes au Fonds consolidé.

MADAGASCAR

Formation d'un nouveau gouvernement composé de 29 ministres, dont 10 femmes

Suite à la prestation de serment du président, le Colonel Michael Randrianirina, le 17 octobre dernier et la nomination du premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo le 20 octobre, un gouvernement composé de 29 ministres, dont 10 femmes, a été formé le 28 octobre. Il est majoritairement composé de civils sans affiliation politique connue, ainsi que de 4 militaires et 5 membres de partis politiques. Un ministère d'Etat chargé de la refondation de la République a été créé, tandis que l'économiste Herinjatovo Ramiarison a été nommé ministre de l'Economie et des Finances. Il sera notamment chargé de la reprise du dialogue avec les partenaires financiers internationaux et la mise en place d'une nouvelle loi de finances 2026. Le nouveau ministre de l'Energie, Ny Ando Ralitera, sera quant à lui chargé d'apporter des solutions à court terme concernant la crise actuellement rencontrée par le secteur. Les coupures d'eau et d'électricité ont fortement contribué au déclenchement du mouvement social des « Gen-Z », qui avait débuté le 25 septembre dernier. Aucun ministre du précédent gouvernement n'a été reconduit.

MAURICE

Maurice accueillera le siège de la future agence africaine de notation de crédit

La directrice générale du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), l'ambassadrice Marie-Antoinette Rose-Quatre, a annoncé, le 23 septembre, le choix de Maurice pour accueillir le siège social de la future agence africaine de notation de crédit. Celui-ci devrait être en place d'ici fin 2025. Des filiales de l'agence devraient être ouvertes dans d'autres pays africains. L'opérationnalisation complète de l'agence est attendue pour le second trimestre 2026. Les premières notations de crédit devraient être émises dès l'an prochain.

UGANDA

Partenariats renforcés avec la Russie, la Turquie et les Émirats arabes unis

Le président Yoweri Museveni a salué, le 26 octobre, un don russe d'équipements militaires et techniques de 53

M USD, afin de renforcer les capacités des forces armées ougandaises. Le chef d'État major, le général Muhoozi Kainerugaba a exprimé sa gratitude pour ce soutien, qui permettra la création d'un centre de maintenance à Magamaga et d'installations navales à Entebbe d'ici 2026. La relation avec la Turquie se renforce également, portée par le Turkey-Africa Business Forum (Istanbul, 16-17 octobre). Le ministre d'État, Frederick Gume Ngobi, a souligné le potentiel du secteur textile, l'Ouganda disposant de coton à transformer en produits à forte valeur ajoutée. Enfin, les Émirats arabes unis ont confirmé leur rôle de partenaire stratégique lors du Forum Ouganda-Émirats arabes unis (Kampala, 27-29 octobre), qui a réuni plus de 500 acteurs publics et privés. En 2024, les échanges bilatéraux ont atteint 2,85 Md USD et le stock d'investissements émiriens plus de 3,5 Md USD.

RWANDA

GasMeth Energy renforce son projet méthane

GasMeth Energy Ltd, société privée rwandaise soutenue par des investisseurs internationaux, a investi 158,7 M USD supplémentaires dans son projet de gaz méthane du lac Kivu, portant le total à plus de 558,3 M USD. Le financement est appuyé par le gouvernement rwandais et un consortium de bailleurs mené par Afreximbank. La première phase, évaluée à 361,2 M USD, permettra d'extraire et de traiter le méthane pour un usage domestique et industriel. L'usine devrait atteindre 40 millions de pieds cubes/jour d'ici 2027, contribuant à réduire la dépendance du Rwanda aux carburants et au bois de chauffage importés. Signé en 2019, le projet a connu des retards en raison du financement et de problèmes dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. Selon l'Enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages 2024, 75% des ménages utilisent encore le bois de chauffage, 18,8% le charbon, et seulement 5,4% le gaz, le biogaz ou l'électricité. Une fois achevée, l'installation de GasMeth sera la troisième centrale méthane du Rwanda, après KivuWatt et Shema Power Lake Kivu.

Emplois miniers en forte hausse

Selon l'Institut national de la statistique, l'emploi dans le secteur minier a progressé de +14,5 % en août 2025 sur un an. Cette tendance est soutenue par un regain d'investissements privés et une demande accrue étrangère pour les principaux minéraux du pays (coltan, étain, tungstène et or). Le secteur ne représente encore

que 1,9 % de l'emploi national. La croissance de l'emploi minier a coïncidé avec une augmentation de +16,2 % de l'emploi agricole et une hausse de +17 % dans l'hôtellerie. Le taux de chômage a diminué à 13,4 % en août, le niveau le plus bas depuis six ans.

SOUDAN DU SUD

Accord pour l'exploitation d'une plateforme de gestion et de suivi de recettes

L'autorité fiscale du Soudan du Sud a annoncé une progression exceptionnelle de la collecte des recettes publiques, passées d'une moyenne de 3 Md SSP par mois en 2020 (environ 430 000 USD) à 130 Md SSP (près de 18,5 M USD) en octobre 2025. Cette hausse sans précédent est attribuée à la transformation numérique engagée depuis 2021, visant à renforcer la transparence, la responsabilité et la gestion des données fiscales au sein des institutions publiques. Le 8 octobre dernier, l'autorité fiscale a conclu un contrat de six ans avec Ensoft, entreprise internationale de solutions numériques, pour l'exploitation d'une plateforme de gestion et de suivi des recettes. Toutefois, l'autorité souligne que plusieurs institutions, dont le ministère du Commerce et l'Autorité de l'aviation civile, n'ont pas encore pleinement adopté le nouveau système, limitant ainsi l'efficacité du dispositif national.

SEYCHELLES

Investiture du nouveau Président

Le nouveau président seychellois Patrick Herminie a été investi le 26 octobre, en présence notamment du Premier ministre mauricien Navin Ramgoolam et du vice-président indien C. P. Radhakrishnan. Le nouveau gouvernement seychellois a affiché sa volonté de diversifier une économie encore très dépendante du tourisme et des services financiers, en misant sur la pêche durable, les énergies renouvelables et les technologies vertes. Plusieurs sujets de coopération régionale et économique ont été évoqués entre Maurice, l'Inde et les Seychelles. Le

Premier ministre Navin Ramgoolam a pour sa part inscrit sa visite dans la continuité d'une relation historique fondée sur la solidarité et la coopération au sein de la Commission de l'océan Indien (COI).

TANZANIE

Injection par la Banque centrale de 15 M USD sur le marché des changes

La Banque de Tanzanie (BoT) est intervenue sur le marché interbancaire des changes (IFEM) en vendant 15 M USD afin de renforcer la liquidité en devises et stabiliser le shilling. Cette intervention s'inscrit dans la série d'actions menées par la BoT en 2025 pour atténuer la volatilité du marché des changes. En mars, elle a vendu 62,3 M USD ; en mai, injecté 35 M USD ; et en juillet, 17,5 M USD. Depuis octobre dernier, la Tanzanie enregistre une amélioration de la liquidité en dollars, grâce aux mesures monétaires et budgétaires adoptées par les autorités.

La production sucrière dépasse la demande intérieure pour la première fois

Le Directeur général du *Sugar Board of Tanzania* (SBT), le prof. Kenneth Bengesi, a annoncé la fin des pénuries récurrentes de sucre et des flambées de prix, longtemps considérées comme un problème majeur pour les Tanzaniens. Selon les dernières données du SBT, la production nationale a désormais dépassé la consommation intérieure, marquant un tournant historique pour le secteur. Pour la première fois, la Tanzanie a réussi à exporter 85 000 tonnes de sucre, générant des recettes de 72 M USD. Pendant plusieurs décennies, le pays a connu des déficits d'approvisionnement, particulièrement entre mars et mai, lorsque les usines devaient faire face à des problèmes de maintenance et que la canne à sucre perdait sa teneur en sucre en raison des pluies. Cette situation s'est aggravée début 2024, lorsque les prix de détail se sont établis entre 6 000 et 10 000 shillings le kilo. En réponse, le gouvernement avait chargé l'Agence nationale des réserves alimentaires (NFRA) d'acheter et de stocker du sucre afin de stabiliser le marché national.